ASSEMBLÉE NATIONALE

6 décembre 2013

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET FORÊT - (N° 1548)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CE752

présenté par

Mme Allain, M. Alauzet, Mme Auroi, Mme Bonneton, M. François-Michel Lambert et M. Molac

ARTICLE 13

Compléter l'alinéa 8 par les mots et la phrase suivante :

« vis-à-vis de la puissance publique et du public. Elles doivent rendre publiques via leur site internet ou, à défaut, via le site internet de la préfecture, quand elles disposent les notifications transmises par les notaires. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Il s'agit par cet amendement d'assurer une véritable transparence des SAFER auprès non seulement de l'administration, mais aussi de l'extérieur (du public, des syndicats, des agriculteurs, de la presse, etc.). Cette transparence ne peut être assurée aujourd'hui que par des moyens adaptés aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Ainsi, cet amendement a pour objet de rappeler cette transparence large, et d'assurer la diffusion de l'information par Internet (et non par simple affichage en mairie).